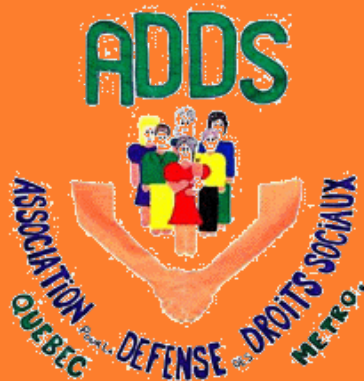


Qui sommes-nous?

L'Association pour la défense des droits sociaux de Québec métropolitain est un organisme défendant les droits des personnes assistées sociales et en situation de pauvreté. Nous prôtons des approches visant à aider les personnes à reprendre du pouvoir sur leur situation et vivre en pleine dignité.



Que revendiquons-nous?

Une majoration de l'ensemble des ressources partiellement exclues des prestations à l'aide sociale ainsi qu'une indexation annuelle

Concrètement, qu'est-ce cela implique?

Parallèlement aux prestations que les personnes à l'aide sociale reçoivent, il leur est possible de toucher d'autres revenus, mais ceux-ci sont très limités. Pour les gains de travail par exemple, 200\$ par mois est permis et chaque dollar excédentaire est coupé à 100% de leurs prestations. De plus, ce montant n'a pas été majoré depuis 1999. Cela a pour effet de maintenir ces personnes dans la pauvreté. Avec la prestation d'aide sociale de 726\$/mois, ce 200\$ ne leur sert pas à s'enrichir, mais simplement à tenter de se sortir la tête de l'eau.

Pourquoi est-ce essentiel de répondre à cette problématique?

La pauvreté engendre divers problèmes de santé physique et mentale. Cela contribue à engorger le système de santé et finit par coûter plus cher que ce que coûterait d'offrir des prestations permettant aux personnes de vivre dignement.

Les personnes assistées sociales accomplissent une grande part de travail invisible dans leur quotidien. On peut penser à l'implication au sein d'organismes communautaires, (ex: militantisme, bénévolat) ou même tous les efforts mis pour simplement répondre à leurs besoins de base, étant donné que leurs revenus n'y répondent pas.

Comme le martèlent les gouvernements, les entreprises ou autres parties prenantes depuis des années, nous vivons une pénurie de main d'œuvre au Québec. Une partie de la solution se trouve également dans notre revendication. Les personnes assistées sociales aptes et désirantes de travailler sont toutefois contraintes de commencer du jour au lendemain à travailler temps plein, plutôt que de commencer à temps partiel et graduellement augmenter.

En empêchant les personnes assistées sociales de gagner plus de 200\$ par mois, le gouvernement contribue à les maintenir dans la pauvreté. Cet argent est pourtant gagné par la personne sans même toucher aux coffres de l'État. C'est aussi en partie ce qui maintient les personnes à l'aide sociale, puisqu'elles ne peuvent pas progressivement réintégrer le marché de l'emploi, sans voir leur revenu être coupé.

*Joins-toi à
notre lutte*